



ÉCOLE DE GUERRE

25^{ème} PROMOTION
2017-2018

Crise en Corée du Nord : une bascule dans l'ordre nucléaire mondial ?



Lcl Pierre CORNETTO

Directeur de Mémoire : Joseph HENROTIN

Résumé

La Crise en Corée du Nord suscite depuis bientôt deux ans les plus grandes interrogations et peurs de la part de la communauté internationale. Ce régime communiste totalitaire constitue l'un des derniers bastions de la guerre froide. Malgré les pressions américaines et les sanctions onusiennes toujours plus fortes, il développe un programme nucléaire autonome en exploitant les fondements de la dissuasion et les failles du système de non-prolifération. Ce travail de recherche s'attache à décrire la position des principaux acteurs de la région ainsi que leur relation à la question nucléaire, facteur central de cette crise. Puis, dans un travail prospectif, il s'interroge sur les origines et conséquences possibles de deux scénarios envisageables, celui d'une nouvelle guerre sur la péninsule et celui de l'avènement d'une Corée du nord nucléaire reconnue ou non. Ceci afin de percevoir les conséquences de cette crise sur l'évolution de la dissuasion à l'échelle mondiale ainsi que sur le régime de non-prolifération.

Abstract

The Crisis in North Korea arouses since two years the biggest questions and fears by the international community. This totalitarian communist regime remains one of the last bastions of the cold war. In spite of the American pressures and the strengthening UN sanctions , it develops an autonomous nuclear program by exploiting the fundamentals of deterrence and the weaknesses of the non-proliferation system.

This research work attempts to describe the position of the regional main actors as well as their relation to the central element of this nuclear crisis . Then, in a forward-looking work, it considers the origins and possible consequences of two possible scenarios, that of a new war on the peninsula and that of the advent of a recognized nuclear North Korea. This will lead to perceive the consequences of this crisis on the evolution of deterrence in the world level as well as on the non-proliferation system.

Sommaire

Crise en Corée du Nord : une bascule dans l'ordre nucléaire mondial ?	1
Introduction	5
1 La Corée est au cœur des enjeux nucléaires en Asie du Nord Est.	7
1.1 La Corée du Nord ou le berceau de la dissuasion nucléaire	7
1.1.1 Origines d'une séparation.	7
1.1.2 La guerre froide incarnée dans une péninsule.	8
1.1.3 Le nucléaire : unique voie pour la survie du régime coréen ?.....	10
1.1.3.1 Les leçons des conflits post 11 septembre	10
1.1.3.2 Un programme nucléaire global... ..	11
1.1.3.3 ... complété par une force conventionnelle de poids en Asie.....	12
1.2 Une Corée du Sud en proie à un dilemme permanent.	13
1.2.1 Une volonté d'apaisement et de dialogue avec le Nord	13
1.2.2 Des relations avec le partenaire américain complexes et évolutives.	14
1.3 Le Japon : un ancien colonisateur menacé qui reste au seuil du nucléaire.	16
1.3.1 Une relation empreinte d'histoire commune avec la Corée	16
1.3.2 Un allié ancien des Américains en plein questionnement	17
1.3.3 Vers une émancipation nucléaire japonaise ?.....	18
1.4 La gêne d'un protecteur chinois, future puissance mondiale.	19
1.4.1 La Corée du Nord : un allié perturbant pour la Chine	19
1.4.2 La Chine : une puissance nucléaire et conventionnelle moderne.....	20
1.5 La Russie : un médiateur attentif arbitre du jeu nucléaire	22
1.5.1 La médiation comme solution stratégique pour la Russie	22
1.5.2 L'étalon russe dans le débat nucléaire nord-coréen.	22
1.6 Le dilemme américain face au programme nucléaire coréen	23
1.6.1 Des garanties américaines sous tensions en Asie.	23
1.6.2 Vers une évolution de la posture nucléaire américaine ?.....	24
1.7 Synthèse graphique des enjeux nucléaires dans la région.	26
2 Etude prospective sur l'évolution de la crise en Corée du Nord	27
2.1 Premier scénario : Une nouvelle guerre de Corée.	27
2.1.1 Origines possibles du scénario.	27
2.1.2 Déroulement et conséquence probable de la guerre de Corée.....	28
2.1.3 De l'utilisation du nucléaire et de la dissuasion.	31

2.1.4	Conséquences du conflit et risque de prolifération	34
2.1.5	Etat final du Scénario 1.....	35
2.2	Second scénario : Une Corée du Nord Nucléaire.	37
2.2.1	Origines du scénario.....	37
2.2.2	Posture prévisible des différents acteurs.....	37
2.2.3	Conséquences possibles en matière de dissuasion et de prolifération nucléaire.....	40
2.2.4	Etat final du Scénario 2.....	41
Conclusion	.....	43
ANNEXE I : CHRONOLOGIE	.....	45
ANNEXE II : RESOLUTIONS ONU SUR LA COREE DU NORD	.....	48
ANNEXE III : ESSAIS NUCLEAIRES NORD-COREENS	.....	50
ANNEXE IV : BIBLIOGRAPHIE	.....	51

Introduction

L'Asie de l'Est détient dans son histoire toutes les expériences d'emploi des armes de destruction massive. Théâtre de l'unique usage réel de l'arme nucléaire et laboratoire à ciel ouvert de l'utilisation des ADM¹ par la puissance américaine lors de la guerre de Corée, l'enjeu nucléaire est au cœur de toutes les discussions sur la résolution des crises de cette région.

Du fait de ses nombreux enjeux économiques et territoriaux, l'Asie de l'Est est depuis dix ans au cœur des relations internationales et a conduit notamment au basculement stratégique de la première puissance mondiale (Pivot to The Pacific).

La place de la Corée du Nord dénote particulièrement dans ce paysage. Dictature héréditaire, la RPDC (République Populaire et Démocratique de Corée) défie le monde depuis trois générations et notamment depuis l'avènement de son chef suprême Kim Jong Un. Le sixième essai nucléaire réalisé à l'insu de la communauté internationale, le 3 septembre 2017 qui succède à plusieurs tirs de missiles balistiques intercontinentaux ne laissent plus de doute sur les intentions du régime et sur son entrée probable au rang des nations possesseurs de l'armes. Malgré le revirement début 2018 du régime de Pyong Yang qui cherche avant tout à apaiser les tensions en facade, on peut s'interroger sur l'impact de cette situation sur l'ordre mondial nucléaire établi depuis la fin de la seconde guerre mondiale ainsi que sur les structures de gestion de crise et de prolifération.

Ce mémoire s'inscrit dans un travail de recherche prospectif à l'aube des données disponibles au début de l'année 2018. S'appuyant sur les principaux théoriciens actuels de la dissuasion ainsi que l'analyse des experts civils et militaires de la région, ce mémoire vise à proposer des scénarios possibles d'évolution de la situation en Corée du Nord et leurs conséquences sur la dissuasion et sur la prolifération nucléaire dans le contexte précédemment évoqué.

En effet, nous verrons dans une première partie que les Etats engagés dans cette crise de l'Est asiatique ont développé leur stratégie de dissuasion conventionnelle et nucléaire à l'aune des restes de la guerre froide et des nombreux conflits régionaux qui les ont interconnectés.

Ces équilibres de force sont aujourd'hui clairement remis en question face à un régime nord-coréen qui, malgré la pression exercée par la communauté internationale, cherche à s'imposer

¹ ADM : Armes de Destruction Massive

comme une nouvelle nation nucléaire et utilise cette posture pour modifier le statut quo sur la péninsule.

Dès lors, en prenant cette hypothèse comme base de ce travail prospectif, nous élaborerons dans une seconde partie deux scénarios possibles d'évolutions des relations stratégiques dans cette région. Le premier scénario envisagera tout d'abord les conséquences de l'emploi de la force par l'un des acteurs afin de modifier le statut quo sur la péninsule, le second considèrera l'impact de l'émergence d'un nouvel acteur nucléaire remettant en cause la dissuasion traditionnelle et le régime de non-prolifération.

1 La Corée est au cœur des enjeux nucléaires en Asie du Nord Est.

La Corée a toujours été au cœur des enjeux de sécurité en Asie de l'Est. Véritable nœud stratégique pour les pays environnants, son histoire a connu l'affrontement de la plupart des grandes puissances et a forgé les postures stratégiques des six principaux acteurs de la région (Corée du Nord, Corée du Sud, Japon, Chine, Russie et Etats-Unis). Cette première partie s'attachera ainsi à présenter rapidement les enjeux historiques qui dictent les postures de ces acteurs et les liens qui les unissent.

1.1 La Corée du Nord ou le berceau de la dissuasion nucléaire

1.1.1 Origines d'une séparation.

La péninsule Coréenne a en réalité été au cours des siècles l'objet de convoitises multiples : ouverture vers la mer pour les puissances territoriales et tête de pont vers le continent asiatique, elle fut le théâtre de nombreux conflits qui conduisirent à sa scission actuelle.

Après avoir été **L'Empire de Tachan** entre 1897 à 1910 suite à la guerre sino-japonaise qui permit son indépendance de l'empire chinois, la péninsule coréenne subit alors une double influence : la confrontation entre la puissance japonaise en expansion et l'empire russe qui cherche une porte de sortie vers la mer de Chine. Le Japon vainqueur installe un protectorat sur la péninsule et la transforme en une véritable province japonaise le **Chosun**. Ce protectorat qui laisse croire à une indépendance relative de la Corée est en réalité très mal vécue par la population. La présence japonaise sera ressentie comme une véritable colonisation et restera un marqueur fort des relations actuelles entre les deux Corées et le Japon².

Après la défaite japonaise lors du second conflit mondial et au cours de la conférence de Yalta, une séparation de la péninsule est décidée autour du 38^{ème} parallèle, le Japon signant un armistice au nord avec la Russie et au sud avec les Etats-Unis. En 1948, les deux zones d'occupation deviennent deux états indépendants. Au Sud, le dictateur **Syngman Rhee** dirige la république de Corée avec le soutien des États-Unis, et au nord le général **Kim Il Sung** qui s'était érigé en résistant au colonialisme japonais dirige la République Populaire de Corée (RDPC) soutenue par l'URSS.

² Peter Duus, . *The Abacus and the Sword: The Japanese Penetration of Korea, 1895–1910*. Berkeley : University of California Press,1995.

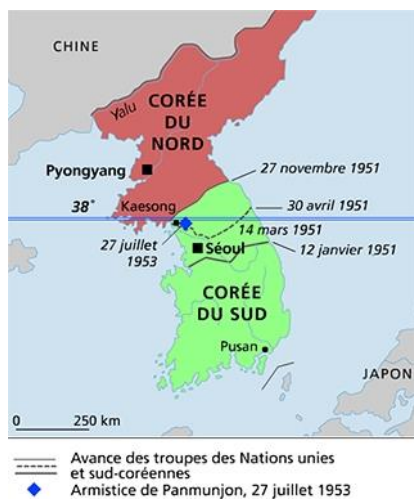
Mais la guerre froide qui éclate presque aussi tôt fait de cette ligne artificielle un lieu de grande tension internationale, les Etats-Unis cherchant à maintenir leur position dans cette région stratégique du pacifique, la Russie voyant dans la péninsule une zone d'influence face à la Chine grandissante de Mao.

1.1.2 La guerre froide incarnée dans une péninsule.

Le 25 Juin 1950 est lancée l'offensive du Nord vers le Sud qui donne le départ à la guerre de Corée. Cette attaque provoque la réaction violente des américains qui malgré l'opposition Russe au conseil de sécurité des Nations-Unis débarquent sous bannière onusienne et repoussent l'offensive vers le Nord jusqu'au fleuve Yalu.

En Novembre 1950, **la Chine** entre dans le conflit et repousse les troupes de l'ONU autour d'un front qui finit par se stabiliser en 1951 près du 38^{ème} parallèle.

Un armistice est signé le 27 Juillet 1953 à **Panmunjon** entre les principaux belligérants à



l'exception de la Corée du Nord qui ne reconnaît qu'un cessez le feu et se considère toujours en conflit avec les Etats-Unis et la Corée du Sud. Cette frontière de 238km est entourée d'une bande tampon démilitarisée (DMZ) de 4 km.

L'armistice signé en juillet 1953 marque l'apogée de la guerre froide dans le pays. Les États-Unis offriront par la suite une aide économique importante à la Corée du Sud permettant son développement rapide tandis que l'URSS soutiendra la Corée du Nord, transformant le régime en

véritable état socialiste sur un modèle unique incarné par son leader et rendant pour longtemps impossible la réunification du pays.

Plusieurs propositions de réunification seront lancées dès 1960 sur la base d'un projet fédéral sans intégration politique mais se heurteront au fossé entre les systèmes économiques des deux pays et à la défiance réciproque des acteurs alimentée par de nombreux incidents militaire³.

³ Le 21 Janvier 1968, un raid de commando nord-coréen attaque la présidence sud-coréenne. Cette tentative d'attentat se solde par un échec et provoque une centaine de victime de part et d'autre. En Octobre 68, la Corée du nord lance un raid de 130 soldats sur la côte est sud-coréenne qui aboutira à un nouvel échec.

Au-delà de cette séparation de fait qui en est la conclusion, la guerre de Corée a également été le théâtre à ciel ouvert des volontés d'emploi des armes de destruction massive et notamment du nucléaire à l'issue du second conflit mondial. Le Général Mac Arthur commandant des troupes envisage et propose très tôt l'emploi tactique de l'armement nucléaire afin de décider de l'issue du conflit.

En novembre 1950, le président Truman envisage même pour la première fois en conférence de presse l'emploi de la bombe atomique et développe ainsi les premières dialectiques de dissuasion envers ses ennemis :

« Q. (...), if the United Nations resolution should authorize General MacArthur to go further than he has, he will--

THE PRESIDENT. We will take whatever steps are necessary to meet the military situation, just as we always have.

Q. Will that include the atomic bomb ?

THE PRESIDENT, That includes every weapon that we have(...)⁴. »

Toutefois la crainte du développement d'un troisième conflit mondial et la pression exercée par la communauté internationale, en commençant par le premier ministre britannique Clement Attlee, amèneront le président américain à préciser sa doctrine d'emploi de l'arme nucléaire. En 1954, les Etats-Unis publie la doctrine Dulles⁵ et précise l'emploi des armes uniquement **dans des situations de représailles massives**.

C'est la guerre de Corée qui provoquera la transition de la stratégie coercitive d'utilisation de l'armement nucléaire vers une stratégie dissuasive comme le conceptualisera le Général Poirier dans son ouvrage *Stratégies nucléaires*.⁶

Malgré ce non emploi, la guerre de Corée s'est caractérisée par l'utilisation massive du bombardement conventionnel avec des armements de tailles inédites et l'emploi d'armes chimiques de destruction massives. Il fit quelques trois millions de victimes et sépara près de

⁴ 295_ The President News Conférence of November 30,1950

⁵ Doctrine nucléaire américaine sur la période 1954 à 1962 du nom du secrétaire d'Etat de Eisenhower John F Dulles

⁶ Lucien Poirier, *Stratégies nucléaires*, Bruxelles, Complexe, 1988

10 millions de familles entre le Nord et le Sud. Ancré profondément dans l'esprit nord-coréen, ce conflit sèmera les graines de l'histoire nucléaire coréenne.

1.1.3 Le nucléaire : unique voie pour la survie du régime coréen ?

Jusqu'à la fin de la guerre froide et malgré son évolution doctrinale, les Etats-Unis stationneront jusqu'à 950 ogives nucléaires sur le territoire sud-coréen qui seront retirées en 1991.

Dès lors, la place particulière du nucléaire dans l'histoire coréenne ajoutée à la menace américaine perçue depuis la guerre de Corée, ont conduit les dirigeants nord-coréens à s'engager dans un programme nucléaire militaire. Les constats tirés des conflits post 11 Septembre 2001 convaincront Kim Jong Un de poursuivre ce programme malgré l'opposition toujours plus forte de la communauté internationale.

1.1.3.1 Les leçons des conflits post 11 septembre

Dans son ouvrage *Pourquoi la dissuasion*, Nicolas Roche tire plusieurs enseignements des crises syriennes et ukrainiennes notamment concernant l'accélération du programme nucléaire Coréen.

En effet, la non intervention américaine en Syrie malgré le passage de la **ligne rouge** fixée par le président Obama a conduit à un précédent visible pour le dirigeant coréen affaiblissant de fait la ligne de dissuasion américaine et ses efforts de non-prolifération : « (...) *toute incohérence entre déclarations, capacités militaires et actions concrètes, a des conséquences lourdes (...)*.⁷ »

De même, la guerre en Ukraine a eu une dimension nucléaire forte et a remis en cause l'impression de sécurité que **la dissuasion élargie** prônée par la puissance américaine pouvait permettre : « (...) *la dissuasion élargie américaine ne peut pas tout gérer et notamment les types de conflits du bas du spectre, lorsque l'asymétrie des enjeux, politique ou géographique est trop importante entre une puissance majeure et ses voisins (...)*⁸ ».

⁷ Nicolas Roche, *Pourquoi la dissuasion*, Presses Universitaires de France, 2017, p.37

⁸ Nicolas Roche, *Pourquoi la dissuasion*, Presses Universitaires de France, 2017, p.44

Dissuasion élargie : Cette notion couvre la garantie de sécurité qu'offre un Etat nucléaire à un état non nucléaire. Tirant son origine des conséquences de la guerre de Corée, elle est principalement utilisée dans la stratégie américaine, dès le début de la guerre froide, au profit de ses alliés de l'OTAN et en Asie. Son articulation avec la dissuasion classique est un des enjeux primordiaux de cette stratégie afin d'assurer la non-prolifération des armes de destruction massive.

Les interventions internationales en Lybie et en Irak ont marqué les esprits en Asie et confirmé l'impression que seule une dissuasion nucléaire autonome est suffisante pour assurer la survie d'un régime à la marge de la communauté internationale.

En effet, pour beaucoup de ses états, l'intervention occidentale dans les pays du moyen orient a démontré la faiblesse des promesses faites à leur dirigeant lorsque ces derniers avaient choisi d'abandonner leur programme d'armes de destruction massive contre une relative liberté d'action en interne.

L'agence de presse nord-coréenne déclarait ainsi en 2016 : « *L'Histoire prouve qu'une dissuasion nucléaire puissante s'impose comme le glaive le plus fort pour frustrer ses agresseurs* ». Le programme nucléaire nord-coréen était ancré sans possibilité de retour en arrière.

1.1.3.2 Un programme nucléaire global...

La Corée du Nord signe le TNP⁹ en 1985 mais n'autorise les inspections de l'AIEA qu'au début des années 90. Le programme nord-coréen ne prend son essor qu'à ce moment et se fonde dans un premier temps sur une filière de production de plutonium à Yongbyon qui sera par la suite complétée par une filière d'enrichissement d'uranium.

Après son retrait officiel du TNP en 2003¹⁰, la Corée du Nord finit par confirmer sa volonté nucléaire en 2009 et complète ses installations par un site d'essai nucléaire à Punggye-Ri où seront conduits les 6 essais nucléaires jusqu'à ce jour¹¹.

Selon des sources ouvertes¹², on estime l'arsenal coréen entre 13 et 21 armes nucléaires, chiffre qui pourrait tripler d'ici 5 ans.

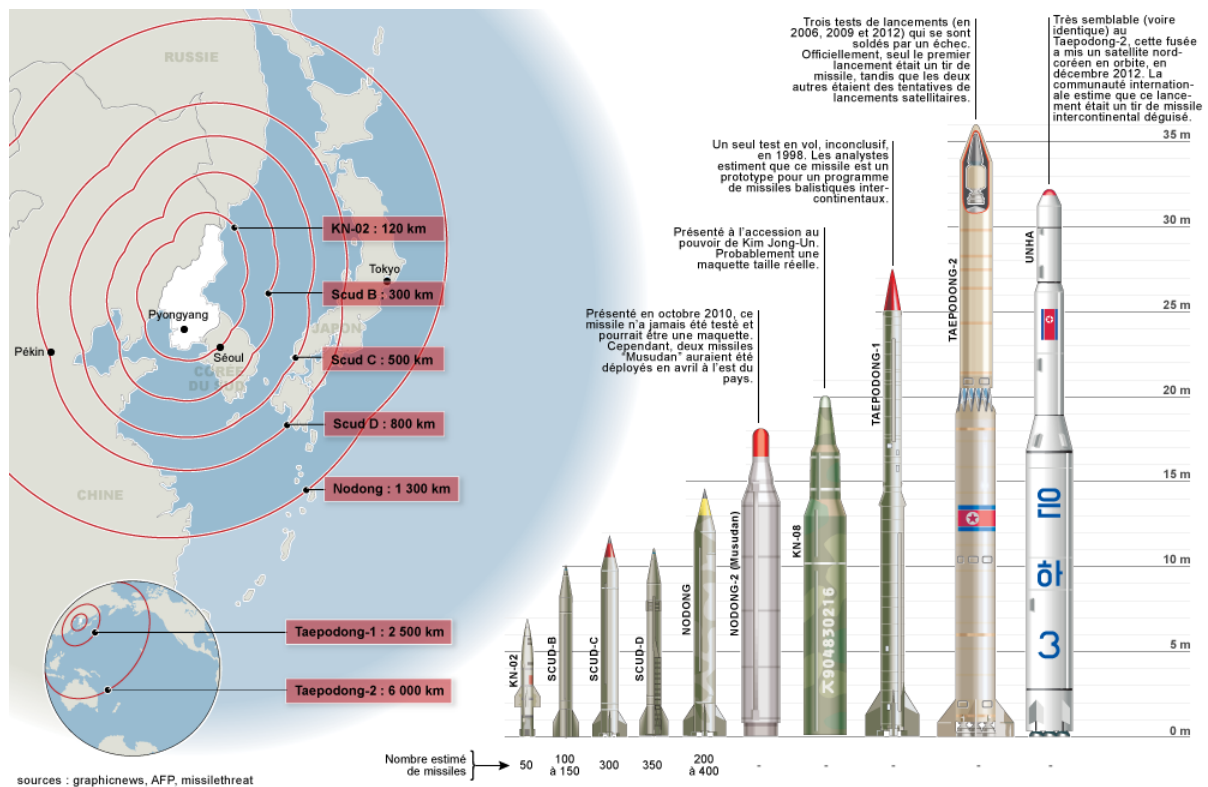
⁹ Traité de Non-Prolifération

¹⁰ Ce retrait n'est pas reconnu par la plupart des pays dont la France.

¹¹ Annexe III *Liste des essais nucléaires nord-coréen*.

Elle a développé en parallèle un programme balistique complet autour de capacité à courte, moyenne et longue portée (700 à 1000 missiles balistiques dont 45% de SCUD et 45% de NODONG). Elle s'est également engagée dans un programme spatial baptisé *Unha* et a mis en orbite un satellite en 2012.

Si le programme Nord-coréen semble complet et interroge la communauté internationale notamment depuis le lancement du dernier missile balistique intercontinental (ICBM) Hwasong 15, des doutes persistent sur la capacité de Pyongyang à miniaturiser les ogives nucléaires et à maîtriser les phénomènes de rentrée spatiale et de protection des armes.



1.1.3.3 ... complété par une force conventionnelle de poids en Asie

Toujours engagé dans le conflit qui l'oppose à la Corée du Sud et aux Etats-Unis principaux ennemis du régime, la Corée du Nord déploie également la quatrième armée conventionnelle au monde en volume. Un million deux cent mille hommes répartis entre des

¹² Hans M. Kristensen Robert S. Norris, *North Korean nuclear capabilities*, 2018 <https://thebulletin.org/2018/january/north-korean-nuclear-capabilities-201811409>

forces terrestres (1,02 million d'hommes), des forces spéciales (88 000 hommes), des forces navales (60 000 marins), des forces aériennes (110 000 aviateurs) et des forces Cyber¹³.

La plupart des systèmes d'armes sont vieillissants et en très mauvais états. Toutefois, même si les sanctions fortes et l'isolement imposés par la communauté internationale limitent les capacités d'entraînement et de maintien en condition opérationnelle, la détermination des soldats en font une force considérable en Asie.

La grande partie de l'artillerie est concentrée sur la frontière et permet de conserver une menace de riposte massive sur Séoul (situé à 50 km de la DMZ) en cas d'attaque provenant du Sud.

1.2 Une Corée du Sud en proie à un dilemme permanent.

Empreinte d'une histoire commune, la Corée du Sud dispose d'une profondeur stratégique limitée par rapport à son voisin du nord. Soumise au risque permanent d'un assaut d'un imprévisible voisin, les dirigeants Sud-Coréen ont cherché à réduire la menace en favorisant le dialogue avec Pyongyang et en maintenant une alliance défensive avec le partenaire américain.

1.2.1 Une volonté d'apaisement et de dialogue avec le Nord

La fin de la guerre froide marque pour Séoul le début d'une politique d'engagement vers le nord. Les deux Corées qui sont admises à l'ONU en 1991 signent un **accord de réconciliation, de non-agression et de coopération**. Cette *Sunshine Policy* conduit à un sommet intercoréen dans les années 2000 puis un nouveau en 2007 avant un refroidissement des relations à compter de 2008 avec l'élection du président conservateur Lee Myung Bak. Ces tensions culminent notamment en mars 2010 lorsqu'un conflit sur les frontières maritimes mènent au torpillage d'une corvette Sud-Coréenne¹⁴.

En parallèle et depuis la fin de la guerre froide, la Corée du Sud a repris le dialogue et les échanges avec la Russie et la Chine. Cette dernière a pris une part économique importante pour le pays compte tenu de son poids grandissant dans la région (2016 : 25.1% exportations et 21.4% importations de la Corée du Sud¹⁵). En 2017, le président Moon Jae In est élu sur

¹³ International Institute for Strategic Studies, *The military Balance 2017*, 2017.

¹⁴ L'enquête américano-japonaise sur l'Incident de Baengnyeong le 26 mars 2010 qui a fait 46 morts conduira à la conclusion d'un torpillage par la Corée du Nord. Conclusions démenties par cette dernière.

¹⁵ Sources Comtrade, dernières données disponibles

une politique qui prône le renouvellement du dialogue et l'apaisement avec la Corée du Nord rejoignant ainsi la ligne fixée par le président chinois Xi Jinping. Ils s'accordent également sur le principe de dénucléarisation de la péninsule qui correspond à une promesse du candidat coréen à l'horizon 2060¹⁶.

1.2.2 Des relations avec le partenaire américain complexes et évolutives.

Toutefois, l'attitude de la Corée du Nord oblige en parallèle les sud-coréens à resserrer leur alliance avec les Etats-Unis, leur partenaire historique.

Les deux pays ont en effet signé une alliance militaire en 1953 qui a toujours été renouvelée depuis, la Corée du Sud constituant avec le Japon la triade stratégique américaine dans le Pacifique.

L'USFK (United States Forces Korea), dépendant du PACOM (Pacific Command), stationne ainsi 28.500 militaires (19200 Army, 8800 Air Force, 500 Navy) sur différentes bases en Corée du Sud et réalise des exercices réguliers conjoints en plus de la formation et de la coopération à de nombreux niveaux.

Avec l'accroissement de la menace, la ROK (Republic Of Korea) a également renforcé ses capacités militaires conventionnelles en acquérant notamment des missiles balistiques américains. Ces différents moyens sont intégrés autour d'une triade stratégique destinée à contrer une attaque nord-coréenne :

- La *Kill Chain* qui intègre des moyens de renseignement et de bombardement destinés à détecter puis empêcher une attaque imminente de la Corée du Nord ;
- Le *KAMD*¹⁷ qui intègre des moyens satellites et radars afin d'intercepter tout missile balistique à destination de la Corée du Sud ;
- Le *KMPR*¹⁸ qui prévoit un plan de contre-attaque massif sur l'ensemble des sites nucléaires ainsi que sur le leadership Nord-Coréen en cas de conflit déclenché par le Nord.

¹⁶Analyse : les promesses pour la dénucléarisation et la diplomatie
<http://french.yonhapnews.co.kr/national/2017/04/28/0300000000AFR20170428001100884.HTML>

¹⁷ Korean Air and Missile Defense

¹⁸ Korean Massive Punishment and Retaliation

Sur le plan de la dissuasion nucléaire, le retrait des ogives en 1991 n'a pas signifié la fin de la dissuasion élargie exercée par les Etats-Unis au profit de la Corée du Sud. La visite du président Trump à l'automne 2017 a confirmé la volonté d'assurer cette protection et la question du déploiement de nouvelles armes tactiques sur la péninsule reste ouverte malgré l'opposition actuelle du gouvernement Sud-Coréen.

Par ailleurs, la Corée du Sud est liée aux Etats-Unis par un accord de 1974 sur l'énergie atomique qui lui interdit de fabriquer ses propres armes nucléaires mais qui lui permet aujourd'hui d'être le 5^{ème} producteur d'électricité mondiale leader pour la technologie nucléaire.

L'opinion publique sud-coréenne est sur ce point partagée (68% des sud-coréens souhaiteraient la réintroduction d'armes tactiques sur leur territoire national, et 60% seraient même en faveur de l'acquisition d'une capacité nucléaire propre)¹⁹. Une partie de la mouvance libérale ne serait pas opposée au développement d'une force nucléaire nationale. Cette même opinion se divise sur la mise en place d'un système antimissile THAAD (Terminal High Altitude Area Defense) américain au sud de la péninsule en complément du KAMD et qui a suscité la colère de Pékin et l'opposition de Moscou.

Moon-Jae-In doit donc chercher un équilibre entre une architecture de sécurité nécessaire qui cherche à s'émanciper du partenaire américain et une volonté de maintenir le dialogue avec Pyongyang au travers de relations maîtrisées avec les acteurs régionaux comme la Chine, le Japon ou la Russie.



¹⁹ Lire l'analyse de Michelle Ye Hee Lee, *More than ever, South Koreans want their own nuclear weapons*, The Washington Post, 13 septembre 2017.

1.3 Le Japon : un ancien colonisateur menacé qui reste au seuil du nucléaire.

Au-delà des nombreux conflits de territorialité qui oppose la Chine et le Japon en mer de Chine, la péninsule coréenne constitue un enjeu d'influence pour ses deux acteurs majeurs du pacifique. Le Japon qui est l'une des premières cibles du régime nord-coréen s'interroge sur son rôle comme acteur autonome ou comme partenaire indéfectible des Etats-Unis.

1.3.1 Une relation empreinte d'histoire commune avec la Corée

Comme nous l'avons évoqué plus haut, la péninsule coréenne a fait partie de l'empire Japonais entre 1910 et 1945. La légitimité de l'ancien dirigeant nord-coréen Kim Il Sung tenait avant tout à sa résistance face à l'ennemi japonais. La relation entre les trois pays est donc fortement emprunte de cette histoire commune et de certains évènements de cette période qui restent encore présents à la mémoire des populations des deux pays. Ainsi les Coréens gardent en mémoire l'affaire des « femmes de réconfort »²⁰ ou l'enrôlement de force de travailleurs Coréens dans les usines japonaises expliquant le décès de nombre d'entre eux dans les bombardements de Hiroshima et Nagasaki.

Le principal différend bilatéral entre le Japon et la Corée du Nord outre la question nucléaire tient au sujet des « kidnappés », 17 ressortissants japonais enlevés entre 1977 et 1983 et envoyés en Corée du Nord pour servir au renseignement nord-coréen ainsi qu'à différentes actions terroristes. La résolution de ce conflit est une des priorités du premier ministre japonais Shinzo Abe depuis son arrivée au pouvoir en 2012 et reste au cœur des enjeux diplomatiques entre les deux pays.

Dans l'analyse des relations entre les deux pays, il faut également tenir compte des réseaux d'influence entre les pays²¹ et notamment des « *Zainichi* »²² qui sont les descendants des ouvriers coréens de la seconde guerre mondiale et qui représentent près d'un demi-million de personnes au Japon soit la première minorité.

²⁰ La « manifestation du mercredi » rassemble depuis 1992 des centaines de personnes devant l'ambassade du Japon en Corée du Sud pour obtenir la justice sur l'esclavage sexuel perpétré à l'encontre des femmes en Asie durant la seconde guerre mondiale.

²¹ Voir l'analyse de Sonia Ryang, *Koreans in Japan: Critical Voices from the Margin*, United Kingdom, Routledge, 2000.

²² Signifie : qui reste au Japon

Cette minorité est partagée entre les partisans du Nord (*Chongryon*) et ceux du Sud (*Mindan*) et dispose d'une influence politique majeure au Japon. Toutefois cette minorité a été déchue de la nationalité japonaise depuis 1952 et le Japon cherche à organiser son rapatriement principalement vers la Corée du Nord.

Au niveau diplomatique, le Japon a signé depuis 1965 un traité sur **des relations basiques avec la République de Corée** et ne reconnaît que la Corée du Sud comme gouvernement légitime.

La tension avec la Corée du Nord quant à elle ne cesse d'augmenter sur le sujet nucléaire. La trajectoire suivie par les différents essais de missiles balistiques nord-coréens depuis 2011 survole systématiquement les îles japonaises. Même si ces trajectoires sont contraintes par des considérations géographiques, cette situation inquiète et interroge la société japonaise historiquement couverte par la dissuasion élargie américaine.

1.3.2 Un allié ancien des Américains en plein questionnement

La coopération avec le Japon s'est mise en place après la fin de l'occupation en 1952 par **un traité mutuel de sécurité Etats-Unis-Japon**. Ce dernier plaçait le Japon entièrement sous tutelle américaine en permettant notamment le stationnement de troupes américaines sur le territoire japonais.

Après la création des FAD (Forces d'Auto Défense) japonaises en 1954 pour répondre à la menace soviétique, la situation entre les deux partenaires s'équilibre par la signature d'un nouveau **traité de coopération mutuelle et de sécurité le 19 Janvier 1960** reconnaissant une plus grande autonomie sécuritaire au Japon notamment concernant l'utilisation des bases militaires japonaises et le stationnement des armes nucléaires. Ces dernières sont ainsi soumises dès lors à l'autorisation du gouvernement japonais.

Aujourd'hui ce sont près de 37.000 militaires américains qui stationnent en permanence sur différentes bases au Japon. La coopération en matière de sécurité est décrite dans *The Guidelines for Japan-US defense cooperation* ou les deux alliés réaffirment régulièrement



leur alliance de défense et de sécurité commune. La dernière réactualisation en 2015 a consacré une évolution franche dans la doctrine pacifiste du Japon en instaurant un **principe de légitime défense collective** lui permettant notamment d'employer la force pour défendre son allié américain.

Cette nouvelle ligne constitue un changement majeur et historique dans l'axe de défense japonais depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

L'alliance est donc toujours de rigueur entre les deux partenaires historiques mais la montée en puissance de la capacité nucléaire coréenne et la logique belliqueuse du dirigeant américain interrogent les autorités japonaises sur la nécessité de disposer de capacités autonomes s'appuyant sur des FAD renouvelées et éventuellement une dissuasion nucléaire nationale.

1.3.3 Vers une émancipation nucléaire japonaise ?

La question du nucléaire au Japon est une clé de compréhension essentielle dans l'étude des réactions à venir de cet acteur incontournable de la région.

En effet, la constitution japonaise adoptée le 3 mai 1947 décrit dans son article 9 :

« Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce pour toujours à la guerre comme droit souverain de la nation et à la menace et à l'utilisation de la force comme moyens de régler les conflits internationaux ».

Le Japon dispose ainsi d'une constitution pacifiste et déclare en 1967 adhérer aux **trois principes non-nucléaires** : la non possession, la non production, et le non transit des armes nucléaires sur son territoire.

Pourtant, la réalité du contexte international depuis 2001 a conduit progressivement le Japon à faire évoluer sa posture de défense et à engager ses forces « défensives » créées en 1954 dans des opérations militaires sous couvert de **défense collective** afin de rester dans l'esprit de l'article 9. Aujourd'hui, les FAD représentent une force armée de 250 000 hommes au premier rang des forces conventionnelles en Asie et la limitation des investissements de défense à 1% du PIB permet toutefois aux armées japonaises de disposer d'un budget entre 40 et 50 Mds \$, troisième budget militaire mondial.

De plus, au niveau nucléaire, le Japon est un **Etat du seuil**. Il dispose ainsi des capacités technologiques et des ressources en uranium lui permettant la fabrication sous bref délai d'armements nucléaires. Sur ce sujet, la posture des autorités japonaises est ambiguë. En

juillet 2017 et malgré sa posture anti-nucléaire et son histoire, le Japon n'a pas participé aux négociations proposées à l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires²³.

Le seuil : Se dit d'un état suspecté de posséder ou en mesure de se procurer des armes nucléaires en raison de ses avancées technologiques dans un délai relativement court et n'appartenant pas aux 5 Etats Dotés d'Armes Nucléaires (EDAN) au sens du TNP. On en dénombre une cinquantaine dont l'Inde et le Pakistan qui sont considérés comme des états possesseurs mais également le Japon, l'Allemagne, l'Italie ou la Corée du Sud par exemple.

La victoire en octobre 2017 du premier ministre Shinzo Abe aux élections législatives lui donne aujourd'hui la majorité nécessaire au changement des articles de la constitution mais il devra pour cela passer par un référendum qui s'annonce encore incertain avec une population japonaise attachée au pacifisme et qui garde encore fortement en mémoire les expériences nucléaires du second conflit mondial et de Fukushima.

1.4 La gêne d'un protecteur chinois, future puissance mondiale.

L'attitude de la Chine pourrait en effet être déterminante dans la gestion des crises de cette région. Sa relation particulière et ambiguë avec le voisin nord-coréen en fait la clé de la résolution du conflit aux yeux des acteurs régionaux. Toutefois, à l'aube de son hégémonie comme première puissance mondiale, la Chine s'interroge sur la conduite à tenir et développe son arsenal militaire et nucléaire autour d'une doctrine encore mouvante.

1.4.1 La Corée du Nord : un allié perturbant pour la Chine

Comme nous l'avons vu, la relation de la Chine avec la Corée du Nord tire son origine d'une frontière de près de 1.400 km mais surtout du sacrifice consenti par les Chinois lors de la guerre de Corée. Près de 150 000 *volontaires* chinois seront ainsi tués dans ce conflit afin d'établir la frontière actuelle avec le voisin du sud. Cette relation s'est concrétisée par un **traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle** signé en 1961 dans lequel les deux alliés s'engagent à « *apporter une aide militaire avec tous les moyens à sa disposition* »²⁴. Cette coopération perdue depuis lors et se concrétise sur le plan économique par des échanges commerciaux importants. La Chine compte ainsi **pour 90% des échanges**

²³ Traité d'interdiction des armes nucléaires dont la ratification a débuté aux Nations Unies à compter du 20 Septembre 2017.

²⁴ Article 2 : Unique traité de défense signé par la Chine.

commerciaux de la Corée du Nord²⁵ et accueille près de 100 000 travailleurs détachés nord-coréen.

En sus de ces relations, la Corée du Nord est un allié stratégique pour la Chine qui souhaite maintenir à distance de ses frontières l'influence américaine et éviter la chute d'un régime que les conséquences humanitaires impacteraient directement.

Face à la montée des tensions entretenues par son turbulent voisin, la Chine se retrouve donc dans un double jeu dans lequel elle cherche d'une part à maintenir l'organisation régionale en soutenant économiquement le régime actuel de Pyongyang, tout en souhaitant apparaître d'autre part en puissance responsable aux yeux de la communauté internationale agissant contre la prolifération nucléaire et appliquant le plus clairement possible les sanctions prévues et votées par les Nations Unies.²⁶ Son application plus stricte des sanctions a probablement influé fortement dans la démarche de négociation souhaité par la Corée du Nord, toutefois cela a également contribué à l'isoler de son partenaire économique et à baisser son poids dans la négociation.

Alliée à la Russie sur le sujet nord-coréen au sein du conseil de sécurité de l'ONU, elle continue de se positionner en faiseuse de paix proposant la solution du **double-gel** comme sortie de crise (gel des exercices militaires américano sud-coréens contre la suspension du programme nucléaire de la RPDC) et appuie les propositions de dénucléarisation de la péninsule.

Toutefois, la Chine est consciente des risques de frictions avec les américains et continue de développer sa posture stratégique notamment dans le domaine nucléaire.

1.4.2 La Chine : une puissance nucléaire et conventionnelle moderne.

La Chine est le dernier des cinq Etats nucléaires au sens du TNP. Sa doctrine s'oriente autour d'un *non-emploi en premier, en tout temps et en toutes circonstances*. Selon les experts non gouvernementaux, la Chine disposerait de 250 armes²⁷ et s'est lancée dans un grand programme de modernisation et de diversification de sa force nucléaire avec la mise en place d'une composante navale. A cela s'ajoute un réseau de protection « la grande muraille

²⁵ Les exportations nord-coréennes se sont élevées en 2016 à 2,8 milliards de dollars et les importations à 3,7 milliards.

²⁶ Cf Annexe II pour le détail des résolutions dont la dernière datant de Novembre 2017 vise à réduire l'approvisionnement en pétrole de Pyongyang d'environ 90 %

²⁷ Shannon N. Kile and Hans M. Kristensen, *Trends in world nuclear forces*, 2017, (https://www.sipri.org/sites/default/files/2017-06/fs_1707_wnf.pdf)

souterraine »²⁸ de près de 5000 km qui permettrait selon les analyses américaines de dissimuler la réalité de l'arsenal nucléaire chinois et d'assurer leur redéploiement rapide en cas d'attaque.



Par ailleurs, la Chine a pris conscience au regard des

conflits au Kosovo et en Afghanistan du retard accumulé par ses forces conventionnelles et a investi depuis les années 2000 sur ses capacités afin d'assurer la protection de ses lignes extérieures notamment les régions maritimes à proximité de son territoire.

On y retrouve ainsi :

- une capacité C4ISR²⁹ que vient compléter une composante spatiale de renseignements et d'imagerie ;
- des capacités de frappes de précision à distance (Missiles DF-11 / 15 et 21 navalisés) ;
- des capacités de déni d'accès via la cyberguerre ainsi que des systèmes antisatellites³⁰ ;

Face au large déploiement américain dans la région, la Chine a développé également des capacités de défense anti-aérienne élargie et anti-missiles, pour ne pas demeurer en reste, et cherche avant tout à renforcer ses moyens de protection afin de garantir la crédibilité de sa réponse nucléaire en cas d'attaque conventionnelle massive³¹.

Toutefois l'ambiguïté demeure sur les intentions réelles du régime chinois et sur l'évolution de sa doctrine ou de son arsenal nucléaire. Elle pourrait ainsi vouloir modifier le

²⁸ Philip A. Karber, *Strategic Implications of China's Underground Great Wall*, Georgetown University, 2011.

²⁹ Computerized Command Control Communication Intelligence Surveillance Reconnaissance

³⁰ Destruction d'un satellite chinois en 2007 par l'armée populaire.

³¹ Juliette GENEVAZ, *La réforme de l'Armée populaire de libération, au cœur de la rénovation de l'État chinois*, Note de recherche stratégique 29_2016, 16 août 2016.

statut quo établit entre la Russie et les Etats-Unis à la fin de la seconde guerre mondiale dans cette région du pacifique et s'imposer comme un acteur crédible du jeu nucléaire.

1.5 La Russie : un médiateur attentif arbitre du jeu nucléaire

1.5.1 La médiation comme solution stratégique pour la Russie

Pour la plupart des observateurs, la Russie se présente comme un observateur peu influent dans la résolution du conflit Nord-Coréen. Alignée sur les positions chinoises au conseil de sécurité de l'ONU, la diplomatie russe condamne les violations du régime nord-coréen mais s'inquiète de l'évolution du conflit et soutient la solution du double-gel proposée par la Chine. Inquiète également de l'attitude américaine, la Russie accentue sa pression militaire en renforçant sa coopération militaire autour de l'OCS (Organisation de Coopération de Shangai) et en organisant notamment des exercices avec la Chine à proximité de la frontière nord-coréenne.

Toutefois, le président Poutine a compris l'intérêt de se présenter en médiateur alternatif de ce conflit pour renforcer sa position en Asie-Pacifique face à l'hégémonie américaine dans les relations internationales. Bien qu'ayant voté les sanctions en s'alignant sur son partenaire de circonstance Chinois, le président Russe continue de les juger « inutiles et inefficaces » et soutient que seule la mise en place de garantie de sécurité dans la péninsule pourrait permettre d'amener Pyongyang à la négociation.

Elle maintient ainsi un dialogue continu avec la Corée du Nord et met en relief les limites de la diplomatie chinoise dans cette négociation pour servir ses intérêts de puissance.

1.5.2 L'étalon russe dans le débat nucléaire nord-coréen.

La question du nucléaire reste centrale dans le dialogue entre les Etats-Unis et la Russie et ne fait pas défaut dans la crise en Corée du Nord.

En effet, le déploiement de système anti-missile balistique en Corée du Sud et au Japon a été évidemment perçu comme une menace pour la dissuasion nucléaire russe et un levier pour légitimer la modernisation en cours de ses moyens. De même, la Russie a mis le nucléaire au centre de sa résurgence stratégique. La gestion russe de la crise ukrainienne a montré à la Chine et aux Etats Unis la prééminence de l'arme nucléaire dans une stratégie russe d'offensive conventionnel sous le seuil. Elle a relancé également la réflexion sur l'emploi de

l'arme nucléaire dans des frappes limitées ou de désescalade en modernisant ses armes tactiques.

La Russie dont la frontière se situe à moins de 200 km du site d'essais nucléaires de Pungye-Ri est par ailleurs directement concernée par la crise nucléaire en Corée du Nord. Elle condamne les différents essais réalisés par Pyongyang tout en s'opposant fortement à une intervention militaire suggérée par les Etats-Unis. Elle réalise ainsi des vols de ses bombardiers stratégiques à la frontière Coréenne en réponse aux démonstrations de force américaines.

1.6 Le dilemme américain face au programme nucléaire coréen

Comme nous l'avons vu dans les paragraphes précédents, l'Asie est une région d'intérêt stratégique pour les Etats-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Elle y a établi un certain nombre de partenariats soutenu par une dissuasion élargie. Cela lui permet de maintenir sa place d'arbitre régional, tout en maîtrisant la prolifération nucléaire.

Toutefois, malgré le pivot vers le pacifique lancé par le président Obama, l'influence américaine est aujourd'hui remise en question dans cette région du monde. La crise nucléaire nord-coréenne s'impose comme un nouveau défi pour le président Trump qui veut « *rendre sa grandeur à l'Amérique* »³² et s'interroge sur l'évolution de sa posture nucléaire pour faire face aux changements dans les équilibres mondiaux.

1.6.1 Des garanties américaines sous tensions en Asie.

La fragilité de la posture américaine en Asie tient avant tout au concept de **dissuasion élargie** et aux garanties d'application qu'ont pu en donner les administrations américaines. En effet, les crises ukrainiennes et libyennes ont jeté le doute sur la solidité des engagements militaires américains. Les questions se posent également sur la réalité du pivot militaire américain vers l'Asie dans un contexte de contraintes financières et de tensions résurgentes en Europe. De plus, la stratégie nucléaire américaine de 2013³³ prévoyait une réduction progressive de son arsenal autour de 1000 armes déployées ce qui laisse douter des capacités réelles américaines d'empêcher un fait établi régional compte tenu de la distance et du temps de déploiement sur zone des forces nucléaires.

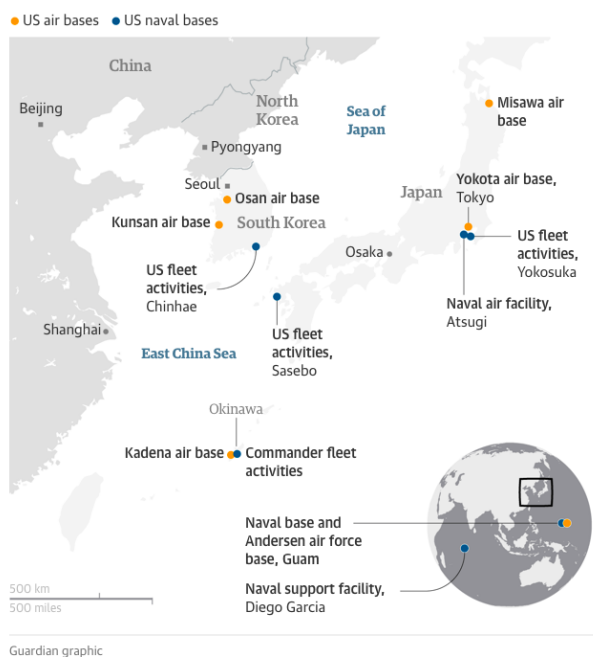
³² « Make America great again » Slogan de campagne du candidat Trump en 2016.

³³ The White House, *Factsheet: Nuclear Weapons Employment Strategy of the United States*, 19 Juin 2013.

Enfin, le doute se pose autour de celui qui incarne la stratégie de dissuasion, le **président américain Donald Trump**. Elu sur une politique en opposition profonde avec son prédécesseur et ses ambitions dans le pacifique, le président américain après avoir abandonné le PTP³⁴ et montré une image de repli sur elle-même de l'Amérique, cherche à rassurer ses alliés dans une région stratégique économiquement.

Ces craintes poussent notamment les américains à renforcer leurs garanties de sécurité en Asie au travers notamment du concept de **dissuasion adaptée** (*taylored deterrence*). Cette stratégie vise à l'intégration de moyens non nucléaires dans l'outil de dissuasion américain, le déploiement de système anti missile type THAAD chez les partenaires (Japon, Corée du sud), le développement de capacités conventionnelles de frappe à longue distance ainsi que des systèmes spatiaux et cyber.

Mais la réassurance américaine passe également par un rééquilibrage des forces vers l'Asie notamment sur sa composante maritime. Dans ce sens, la puissance américaine poursuit des exercices bilatéraux avec la Corée du Sud et cherche à reporter à 2019 le transfert du contrôle opérationnel des forces militaires sud-coréennes pour faire face aux tensions grandissantes avec le Nord.



1.6.2 Vers une évolution de la posture nucléaire américaine ?

La crise en Corée du Nord se présente pour les Etats-Unis comme un révélateur mettant directement en cause la posture nucléaire américaine définie dans la Nuclear Posture Review (NPR) de 2010 et impose à l'administration Trump une réflexion profonde sur le fonctionnement de la dissuasion et le rôle central de l'arme nucléaire dans sa logique de dissuasion.

³⁴ Le Partenariat Trans Pacifique est un partenariat économique de libre-échange entre les pays d'Asie-Pacifique et d'Amérique. Il a vu le retrait des Etats-Unis depuis Janvier 2017.

En effet, comme le montre une étude de l'IFRI³⁵, l'administration Obama qui ambitionnait de réduire le rôle de l'arme nucléaire en développant ses capacités conventionnelles a dû s'adapter au développement des capacités A2/AD³⁶, au risque d'**emploi limité de l'arme nucléaire** par un état comme la Corée du Nord et à la place centrale de l'arme nucléaire dans la résurgence stratégique Russe.

Cette adaptation passe notamment par l'accroissement probables d'armes nucléaires de faible puissance dans l'arsenal américain à partir d'évolutions sur les matériels existants afin de respecter les contraintes budgétaires. Elle passe aussi probablement par le développement de nouveaux modèles d'armes nucléaires tels que la B61-12 qui suscite pourtant de nombreuses questions au congrès.

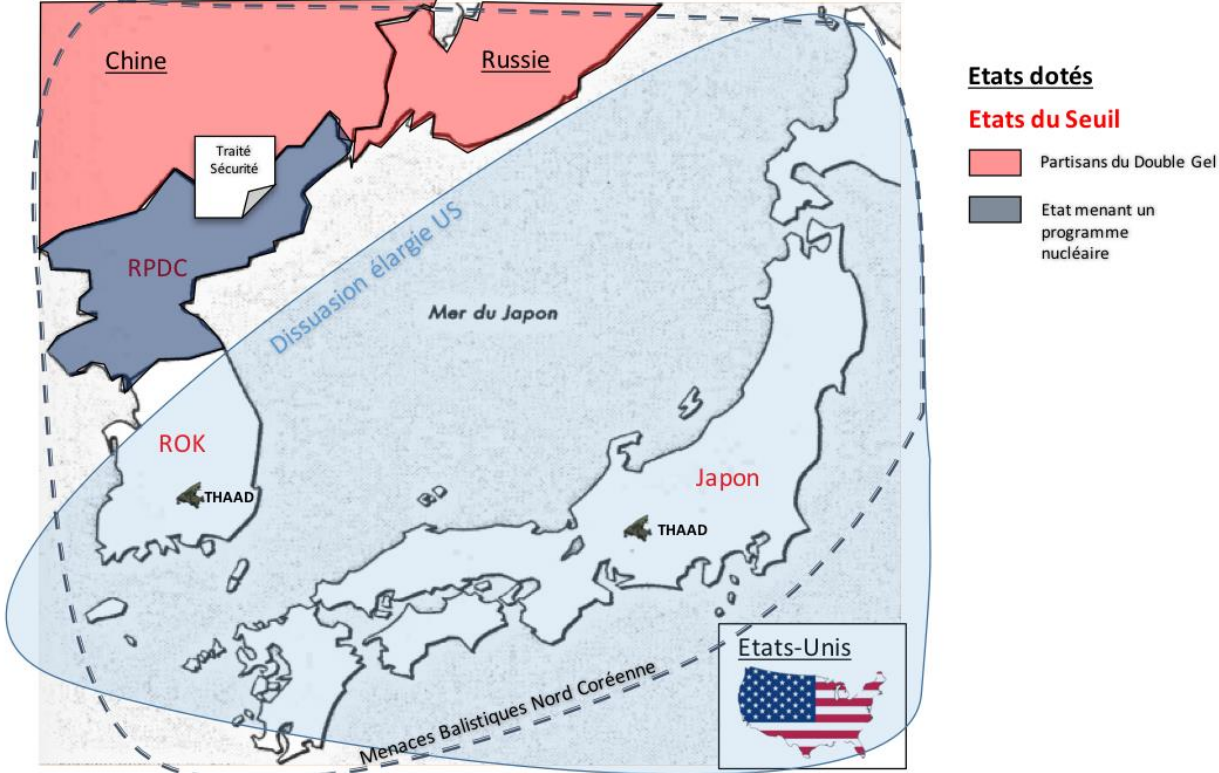
Dès lors, l'administration Trump qui a sorti son NPR en début d'année 2018 insiste sur le principe **de flexibilité** et de **robustesse** de sa dissuasion nucléaire. Elle établit comme objectif la capacité de Washington à mener une stratégie de guerre limitée et à maîtriser une escalade nucléaire à tous les niveaux d'engagements.

Le président américain est ainsi confronté à un double enjeu. Il entend poursuivre d'une part sa modernisation afin d'accroître sa supériorité conventionnelle face à un adversaire majeur, et développer sa crédibilité dissuasive face à un emploi limité de l'arme nucléaire. Ce faisant l'enjeu pour lui est cependant d'éviter de glisser vers une logique d'emploi et une relativisation de l'arme nucléaire au risque d'affaiblir sa dissuasion élargie.

³⁵ Corentin Brustlein: « *La guerre nucléaire limitée : un renouveau stratégique américain* », Focus stratégique n°77, novembre 2017

³⁶ A2AD, Anti Access Area Denial

1.7 Synthèse graphique des enjeux nucléaires dans la région.



2 Etude prospective sur l'évolution de la crise en Corée du Nord

A partir des interconnexions complexes entre les six principaux acteurs décrits en première partie, nous aborderons dans cette deuxième partie deux scénarios possibles d'évolution de la crise en Corée du Nord. Le premier envisagera une crise escalatoire développant une action militaire, ses origines probables et ses conséquences prévisibles notamment sur le plan de l'utilisation de l'arme nucléaire, de la prolifération nucléaire et du rapport de force international, le second étudiera les conséquences d'une accession de fait de la Corée du Nord au rang des nations nucléaires suite à l'échec des sanctions et des négociations diplomatiques.

2.1 Premier scénario : Une nouvelle guerre de Corée.

2.1.1 Origines possibles du scénario.

Une dégradation de la crise en Corée du Nord vers une guerre ouverte est évidemment l'un des risques principaux. Même si la reprise des discussions du début d'année 2018 entre la Corée du Nord et les Etats-Unis éloignent ce risque à court terme, plusieurs éléments permettent d'envisager un scénario de ce type en raison des postures que nous avons décrites dans la première partie et nous pouvons imaginer trois situations menant à une guerre sur la péninsule :

- **Attaque préemptive limitée américaine.**

Cette première possibilité qui est entretenue par la dialectique américaine de dissuasion et par les nombreux échanges médiatisés entre les deux dirigeants à la fin de l'année 2017 reste possible mais toutefois peu probable pour différentes raisons :

L'objectif principal d'une attaque préemptive américaine viserait à ralentir ou supprimer le programme nucléaire nord-coréen et devrait pour cela viser les principaux sites entrant dans la production et le lancement des missiles nucléaires. Même si la liste des objectifs semble claire, le doute persiste sur les capacités souterraines du régime nord-coréen qui a appris depuis la guerre de Corée à cacher sous terre la plupart de ses capacités.

En outre, il semble difficile pour les Américains d'obtenir un accord international pour une attaque de ce type. La Russie et la Chine qui sont sur la ligne des négociations opposeraient

probablement un veto alors que le Japon et la Corée du Sud craindraient pour leur part les conséquences d'une réponse conventionnelle ou nucléaire nord-coréenne.

En effet, il est fort probable que le dirigeant nord-coréen considère une attaque sur ses lanceurs comme une décapitation du régime et mettrait tous les moyens à sa disposition pour éviter sa destruction complète.

- **Un changement du *statu quo* souhaité par la Corée du Nord.**

Face au risque ressenti de changement de régime ou d'attaque massive et grâce à la montée en puissance de sa capacité nucléaire, le dirigeant nord-coréen pourrait vouloir modifier le *statu quo* issu de la guerre de Corée et déclencher une attaque vers la Corée du Sud. Cette hypothèse tient également à la psychologie de Kim Jong-Un qui préférerai la destruction de son pays plutôt qu'une destitution ainsi qu'à la doctrine du « Juche » qui oriente l'action des coréens du nord vers la réunification.

Si l'hypothèse d'une action vers le sud est envisageable, il reste peu probable que le dirigeant nord-coréen décide d'une attaque balistique vers l'île de Guam ou le Japon qui constituerait sans doute une ligne rouge américaine que Kim Jong Un ne se risquerait pas à franchir.

- **Une escalade incontrôlée vers la guerre**

La troisième situation, la plus probable, est celle d'une dérive incontrôlée de la situation. L'extrême tension entre les acteurs et le manque flagrant de communication pourrait conduire à une mauvaise interprétation d'un évènement donné.

On peut penser dans cette hypothèse à l'échec d'un tir de missile balistique nord-coréen tombant en Corée du Sud ou au Japon et que le manque de communication transformerait en acte de guerre pour les Américains et leurs alliés.

A l'inverse, les coréens du nord pourraient mal interpréter de nouveaux exercices de grande ampleur en Corée du Sud et y voir les préparatifs de l'assaut suggéré par le président américain.

2.1.2 Déroulement et conséquence probable de la guerre de Corée.

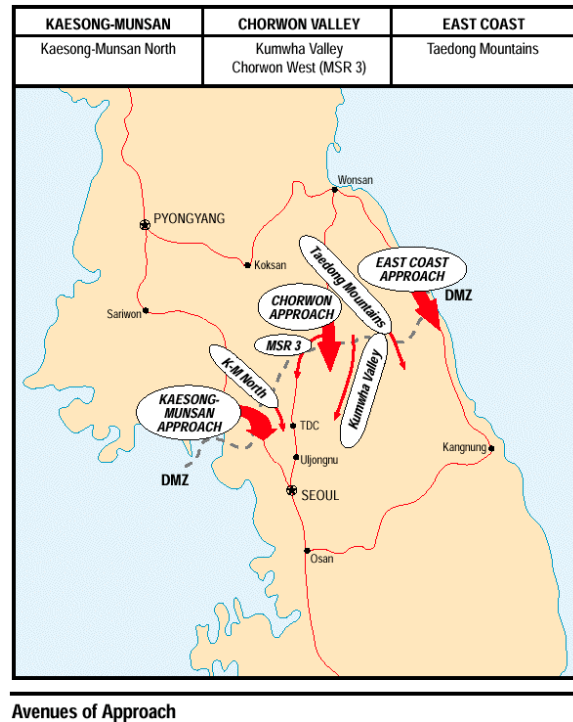
Quelle que soit l'hypothèse conduisant à une nouvelle guerre en Corée, le déroulement des opérations peut toutefois être envisagé au regard de l'état des forces que nous avons évoqué en première partie.

Nous nous concentrerons sur l'un des cas envisageant une attaque déclenchée par la Corée du Nord. On peut alors prévoir trois phases dans le conflit :

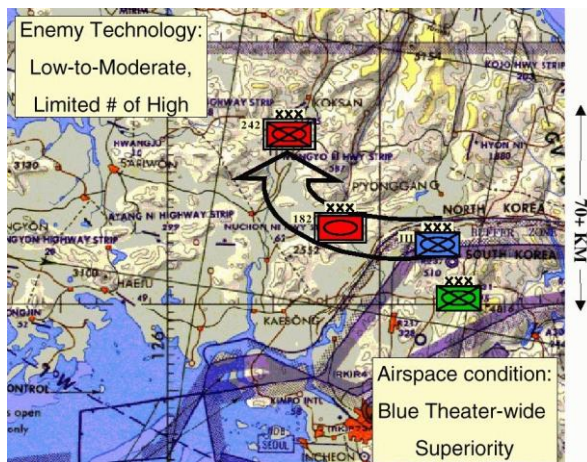
- **La première phase** serait déclenchée par une attaque conventionnelle des armées nord-coréenne précédée par une attaque massive d'artillerie et une pénétration de forces spéciales vers Séoul. Une étude de l'IFRI³⁷ montre ainsi la possibilité pour la Corée du Nord d'engager jusqu'à 700.000 hommes, 8.000 pièces d'artillerie, 2.000 chars, 300 avions de combat et une cinquantaine de sous-marins dans un délai réduit de quelques jours afin notamment d'assurer la prise et le contrôle de Séoul.

On ne doit pas exclure non plus dans cette première phase l'emploi éventuel d'armes biologiques et chimiques visant les positions américaines et sud-coréennes et provoquant des dizaines de milliers de morts. La faible profondeur stratégique sud-coréenne et la surprise pourrait jouer en faveur de l'attaquant dans un premier temps.

- Toutefois, cette première phase serait probablement freinée par la différence technologique, par l'état des forces nord-coréennes et par les moyens de défense mis en place au sud de la péninsule par la ROK et les Etats-Unis. Passé l'effet de surprise, les ROK devrait pouvoir contenir l'avancée nord-coréenne dans les premiers jours de l'opération. Elle conduirait nécessairement à **une riposte américaine** conformément aux accords de coopération et de sécurité avec la Corée du Sud. L'opération alliée s'appuierait sur l'OPLAN 5027 et pourrait inclure la participation du Japon. L'aviation et la marine américaine devraient être en mesure de rétablir rapidement la suprématie aérienne et navale dans la péninsule et débiter une campagne de bombardements sur les principaux sites d'artillerie ainsi que sur les sites de développement d'armes nucléaires nord-coréen. L'opération alliée pourrait alors combiner une contre-attaque des ROK depuis la côte Est et une opération amphibie alliée en direction de Wonsan et de Pyongyang avant de débiter une grande opération pour la



³⁷ Rémi Hemez, 2017, *Corée du Sud, la septième armée du monde ?* Focus stratégique, n° 75, septembre 2017



récupération de Séoul. Nous pouvons envisager dans cette hypothèse que la progression alliée repoussera les forces de la RPDC vers le nord mais se heurtera selon toutes vraisemblances aux nombreuses lignes de défense installée entre la DMZ et Pyongyang conduisant à l’instauration d’un conflit type guérilla probablement long et couteux. Outre la défaite probable de la

RPDC, l’OPLAN 5027 prévoit également la prise de Pyongyang et l’institution d’un processus de changement de régime ce qui pourrait déclencher la troisième phase du conflit la plus incertaine.

- On peut supposer que l’offensive de Pyongyang tout comme la contre-offensive américano-coréenne auront été déclenchées sans l’accord de Pékin ou de la communauté internationale qui joueront de fait un rôle décisif dans cette troisième phase. Liée par son accord de sécurité avec Pyongyang, la Chine n’acceptera pas un effondrement de la Corée du Nord et l’instauration d’un régime pro-américain à sa frontière directe. Elle jouera de son droit de veto aux Nations-Unies pour interdire toute légitimation de l’action alliée qui provoquera sans doute un afflux massif de réfugiés à ses frontières³⁸ et refusera toute proposition visant au renversement du régime Nord-Coréen.

Elle pourrait dès lors intervenir militairement pour contrer l’avancée alliée et chercher à reprendre le contrôle de la Corée du Nord afin d’y instaurer un régime procommuniste et d’asseoir un peu plus son influence en Asie de l’Est. La Russie, qui joue le rôle d’observateur attentif, pourrait également voir l’occasion de contrebalancer l’influence américaine et s’engager dans le conflit aux côtés des chinois. On entrerait alors probablement dans un conflit mondialisé ou le risque d’emploi nucléaire serait prépondérant.

³⁸ Cyrille Pluyette, <http://www.lefigaro.fr/international/2017/12/13/01003-20171213ARTFIG00161-la-chine-preparerait-la-construction-de-camps-de-refugies-a-sa-frontiere-nord-coreenne.php> , 2017.

2.1.3 De l'utilisation du nucléaire et de la dissuasion.

La principale inconnue de ce scénario tient à l'utilisation du nucléaire par les différents acteurs et l'application du principe de **rationalité limitée** telle que développée par Thomas Schelling³⁹ dans un conflit de ce type.

³⁹ Thomas Schelling, *La stratégie des conflits*. PUF, 1986.

utilisation pourrait être légitimée par la dissuasion élargie réaffirmée par la NPR au profit du Japon et de la Corée du Sud, en cas d'attaque préemptive de Kim Jong Un.

A ce stade, les Etats-Unis n'ont pas voulu accepter une logique de **destruction mutuelle assurée** et de vulnérabilité avec la Chine afin de continuer à garantir leur dissuasion élargie en Asie. Toutefois, le développement des concepts d'*Air Sea Battle* apparu dès 2010⁴¹ mettent en lumière la prise en compte de l'émergence de cette nouvelle menace militaire. Là encore la NPR 2018 met clairement en valeur le risque identifié par les américains face à la modernisation des arsenaux russes et chinois.

Destruction Mutuelle Assurée (DMA) : Elaborée au cours de la guerre froide, cette doctrine de stratégie nucléaire considère que l'escalade d'un conflit nucléaire provoquée par l'un des belligérants conduirait à la destruction des deux camps. Elle suppose la possession de stock suffisant des deux adversaires pour assurer la destruction totale de l'autre et réalise une forme de stabilité par l'extrême. Refusée par les Etats-Unis au profit de la riposte graduée, elle est prônée comme une forme stabilisatrice de dissuasion par les nouvelles puissances nucléaires.

La Chine, en effet, Etat doté au sens du TNP promet le désarmement nucléaire total et défend dans les livres blancs de 2006 et de 2009 le non usage en premier des armes nucléaires. Elle s'est engagée dans la mise en place d'une péninsule coréenne « dénucléarisée, pacifiée et stable »⁴² au travers du dialogue et de la consultation. Un emploi nucléaire même limité en Corée du Nord aurait des conséquences directes sur son territoire, au minimum humanitaires. Dans l'optique d'une frappe nucléaire américaine même limitée, la Chine pourrait s'interroger sur la nature de la réponse à y apporter en soutien du régime de Pyongyang. Liée par l'accord de sécurité, elle agirait militairement pour garantir aux yeux des observateurs extérieurs la crédibilité de sa puissance militaire, de sa dissuasion et de ses engagements. L'emploi du nucléaire par la Chine reste toutefois très improbable et son action sera avant tout diplomatique afin de contrôler l'intervention américaine à ses frontières d'une part et de renforcer sa place dans l'échiquier mondial d'autre part.

De même, l'attitude de la Russie dans un conflit nucléaire en Corée du Nord reste difficile à déterminer. En effet, dans sa nouvelle "Doctrine militaire russe", approuvée en

⁴¹ Quadriennial Defense Review de 2010, Joint Operational Access Concept de 2011

⁴² Déclaration du PRC lors de la 72ème session de l'assemblée de l'ONU, 5 septembre 2017,

2014⁴³, la Russie se réserve le droit d'utiliser des armes nucléaires en cas d'attaque aux armes nucléaires ou autres armes de destruction massive contre elle et/ou ses alliés, ainsi qu'en cas d'agression avec des armes conventionnelles mettant en danger l'existence même de l'État". Elle n'est pas engagée dans une alliance de sécurité avec la Corée du Nord mais une attaque en Corée du Nord pourrait également avoir des conséquences sur son territoire et lui donner une occasion de réagir militairement. Là encore, une escalade nucléaire pour défendre le régime nord-coréen est fort peu probable, mais tout comme la Chine, la Russie s'appliquera à montrer sa détermination à ses frontières afin de contrôler l'intervention américaine dans la péninsule.

C'est en effet le principe de rationalité qui dicte jusqu'alors la dialectique nucléaire et on peut penser que les théories de Schelling pourraient s'appliquer entre ces trois grands acteurs nucléaires et permettrait de maintenir un phénomène d'escalade désescalade autour du territoire nord-coréen sans risquer une crise nucléaire ouverte suite à une action nucléaire même limitée.

Toutefois, l'utilisation limitée du nucléaire dans un conflit comme celui-ci créera un nouvel état de fait qui appuiera la nouvelle stratégie de dissuasion émergente dans les doctrines américaines et russes.

2.1.4 Conséquences du conflit et risque de prolifération

La première conséquence que l'on peut tirer de ce scénario concerne évidemment les pertes envisageables suite aux opérations militaires. Une étude⁴⁴ réalisée pour le congrès américain estime ainsi que les pertes en Corée du Sud pourraient monter à 300 000 morts dans les premières heures du conflit en raison de l'emploi massif de l'artillerie nord-coréenne et le conflit dans son ensemble aurait un impact sur « *près de 25 millions de personnes dans toute la péninsule, incluant 100 000 citoyens américains* ». Outre les conséquences démographiques, la phase de reconstruction et de réunification potentielle entre les deux Corées sera particulièrement longue et difficile compte tenu des différences de développement entre le Nord et le Sud et des conséquences économiques du conflit pour les deux principaux belligérants.

⁴³ THE MILITARY DOCTRINE OF THE RUSSIAN FEDERATION, 29 juin 2015, (<https://rusemb.org.uk/press/2029>)

⁴⁴ The North Korean Nuclear Challenge: Military Options and Issues for Congress, (<https://fas.org/sgp/crs/nuke/R44994.pdf>).

Au niveau des enjeux stratégiques et nucléaires, l'intervention américaine pourrait renforcer les alliances avec le Japon et la Corée du Sud en augmentant la crédibilité de la sécurité collective. L'utilisation d'armes nucléaires renforcerai la dissuasion élargie et paradoxalement la non-prolifération en conservant aux alliés américains la crédibilité de la protection et en fournissant à ses ennemis un nouvel état de fait pour tout acteur tenté par le développement de programme nucléaire. De plus, la suppression du programme nucléaire nord-coréen permettrait de réduire un axe avéré de prolifération nucléaire entretenu par la RPDC avec l'Iran et la Syrie⁴⁵.

Le deuxième aspect concerne les changements induits par un conflit de ce type dans la relation entre Washington et Pékin notamment concernant leur influence dans cette région du pacifique et leurs stratégies de dissuasion l'une face à l'autre. La réaction Chinoise à ce conflit définira probablement un nouvel ordre régional.

Elle pourrait ainsi profiter de cette déstabilisation pour renforcer sa place dans ses zones d'intérêts en mer de Chine ou à Taïwan. Directement concernée par les conséquences humanitaires du conflit, elle jouera nécessairement un rôle majeur dans la reconstruction du pays et influera fortement la restructuration de la péninsule ce qui lui permettra de conserver sa zone d'influence face aux Etats-Unis.

2.1.5 Etat final du Scénario 1

Sur les acteurs :

Corée du Nord	Le régime Nord-Coréen est décapité. Le programme nucléaire Nord-Coréen est stoppé et la péninsule dénucléarisée.
Corée du Sud	La Corée est unifiée autour d'un modèle sud-coréen soutenu par les Etats Unis.

⁴⁵ Paul K. Kerr, *Iran-North Korea-Syria Ballistic Missile and Nuclear Cooperation*, CRS Report R43480, <https://fas.org/sgp/crs/nuke/R43480.pdf>

Etats-Unis	<p>La dissuasion élargie américaine est renforcée.</p> <p>La place américaine est affaiblie dans le monde suite à l'intervention.</p>
Chine	<p>La Chine joue un rôle majeur dans la reconstruction de la Corée assurant le maintien de son influence.</p>
Japon	<p>Les capacités offensives du Japon sont légitimées pour intervenir militairement au côté des américains.</p>

Sur la dissuasion :

- Le nucléaire est employé de façon limitée par un ou plusieurs des acteurs.
- Cette situation crée un état de fait renforçant la lutte contre la prolifération nucléaire
- Une nouvelle stratégie de dissuasion du fort au faible incluant l'emploi d'arme nucléaire tactique est établie.

2.2 Second scénario : Une Corée du Nord Nucléaire.

2.2.1 Origines du scénario.

Le second scénario développé dans ce mémoire s'appuie sur l'analyse des raisons qui ont conduit la Corée du Nord au développement de son programme nucléaire. En effet, outre la conviction que l'arme nucléaire est **une garantie de survie** pour un régime contesté par la communauté internationale, le statut d'état nucléaire permet également au pays de s'engager dans une logique de dissuasion du faible au fort. La Corée du Nord a depuis toujours utilisé le nucléaire pour se garantir une meilleure posture de négociation face aux Etats-Unis contre lequel le régime se considère toujours en conflit.

Malgré la succession des sanctions⁴⁶ économiques et politiques, le régime nord-coréen a démontré une résilience extrêmement forte en poursuivant son programme nucléaire. Après le dernier lancement de Hwasong 15, le 29 novembre 2017, Kim Jong Un a déclaré "avec fierté que désormais, nous sommes finalement parvenus à réaliser notre grande cause historique, **l'achèvement d'une force nucléaire d'État**".

Toutefois, lesdites sanctions, et leur application de plus en plus ferme par la Chine, poussent la Corée du Nord à forcer l'évolution de la situation. Face à l'avancée du programme nord-coréen, certains acteurs pourraient être amenés à modifier leur attitude en légitimant de fait officiellement ou implicitement le statut nucléaire présumé de la Corée du Nord et à engager un processus diplomatique servant les intérêts de chacun.

2.2.2 Posture prévisible des différents acteurs.

La première attitude que nous pouvons prévoir est celle suivie par **la Corée du Nord**. En effet, le régime de Pyongyang devrait utiliser son nouveau statut de puissance nucléaire déclarée afin d'entrer dans une logique de désescalade des tensions et de réduction des sanctions imposées par la communauté internationale. Le premier signe de cette stratégie s'est manifesté par le renouement des relations avec la Corée du Sud au travers notamment de sa participation aux jeux olympiques d'hiver et d'initiatives diplomatiques.

⁴⁶ Cf Annexe II

La Corée du Nord souhaitera ensuite entrer dans une logique de dissuasion et de négociation avec les Etats-Unis. Kim Jong Un souhaitera profiter de son statut nucléaire pour se présenter comme un acteur crédible sur la scène internationale. Les représentants du DPRK déclarent que ce changement de statut-quo permettrait la signature d'un traité de paix en remplacement de l'armistice de la guerre de Corée et incluant une discussion sur le contrôle des armes US-DPRK. L'objectif de Pyongyang restera de réduire la « menace » américaine ainsi que les relations US-ROK en délégitimant la dissuasion élargie et en envisageant à terme une réunification de la péninsule accomplissant ainsi le « *Tong Il*⁴⁷ ». Les conditions d'entrée dans une négociation de ce type passeront par des engagements sur le programme nucléaire que le dirigeant nord-coréen pourrait prendre s'il est suffisamment contraint par les sanctions de la communauté internationale.

En parallèle, Kim Jong Un a réduit les leviers d'influence chinoise sur Pyongyang, en éliminant les membres de sa famille qui étaient proches de Pékin⁴⁸ et en refusant le principe de gel proposé par cette dernière. Dans ce scénario, la Chine voudra chercher à renforcer son rôle régional et international. Elle devrait ainsi profiter de toute perte d'influence américaine pour poursuivre sa volonté expansionniste en mer de Chine méridionale et maintenir sa pression sur Taiwan. Sans reconnaître officiellement le statut nucléaire de la Corée du Nord, la Chine pourrait accepter cette situation et soutiendrait probablement la démarche d'apaisement et de rapprochement entre les deux Corées tout en appuyant une logique de désescalade et de négociations afin de réduire la menace nucléaire à ses frontières. Elle cherchera probablement à appuyer une dénucléarisation de la péninsule contribuant à la baisse de la menace américaine et servant ses intérêts de puissance régionale.

Face aux dangers et aux conséquences d'une intervention militaire voire nucléaire, Washington pourrait se voir contraint pour sa part d'accepter une négociation d'état doté à état possesseur sans toutefois modifier sa stratégie de maintien des sanctions. Elle pourrait dès lors, dans un premier temps, établir un rapport de dissuasion officielle et rouvrir la communication avec Pyongyang en établissant par exemple un 'téléphone rouge' (directement ou par l'intermédiaire de la Corée du Sud) et en reprenant le dialogue sur le programme nucléaire nord-coréen avec l'objectif **de le supprimer totalement.**

⁴⁷ La réunification des deux Corées, souhait de tous les coréens.

⁴⁸ L'oncle Janhg Song Thaek et le demi-frère Kim Jong Nam ont été éliminés par le régime

En parallèle, les Etats-Unis devraient s'appliquer à conforter leur dissuasion élargie notamment en **renforçant leurs engagements** auprès des alliés japonais et sud-coréen et en continuant à montrer leur détermination face aux provocations éventuelles nord-coréenne. Afin de ne pas perdre toute leur influence dans la région, les Etats-Unis devraient s'appliquer à convaincre l'ensemble des partenaires que leur posture est uniquement défensive et dissuasive et en respect des principaux traités internationaux. De la capacité de conviction américaine et des choix qui seront fait pour limiter la prolifération dépendra probablement l'attitude des alliés japonais et sud-coréens.

Le président Moon Jae In qui a été élu sur les promesses d'un apaisement des relations avec la Corée du Nord et développe une politique d'ouverture vers la Chine devrait être favorable à une reprise des discussions avec son voisin du nord. Elle pourrait s'appuyer sur un dialogue intercoréen renouvelé afin de négocier « un système de paix permanent » sur la péninsule en remplacement de l'armistice actuelle et en continuité du projet lancé lors du second sommet intercoréen d'octobre 2007. Soucieuse de garder une option sécuritaire crédible en cas de comportement hostile de Kim Jong Un, la ROK devrait maintenir sa relation sécuritaire avec le partenaire américain tout en cherchant toutefois à accélérer l'autonomisation de ses moyens militaires. Du côté américain comme nord-coréen, la posture de la Corée du Sud sera garante de l'évolution de la situation dans la péninsule. Dans un rôle de médiateur, Moon Jae In devrait soutenir une position non affichée de dénucléarisation de la péninsule.

Shinzo Abe de son côté, qui cherche à maintenir la place du Japon comme puissance régionale face aux vellétés chinoises devrait refuser cet état de fait et mettre en place une stratégie de dissuasion forte face à la menace coréenne. Cela conduira probablement à une révision de l'article 9 de la constitution pacifiste japonaise permettant d'accroître encore la marge de manœuvre des forces japonaises d'auto-défense. La mise en place de systèmes anti-missile américain AEGIS pourrait s'accompagner de l'acquisition de missiles de croisière et de nouveaux systèmes conventionnels. Tokyo cherchera prioritairement à maintenir ses relations avec Washington mais face à une perte d'influence américaine dans la région cette puissance pourrait à son tour chercher à gagner en autonomie pour la défense de son territoire.

2.2.3 Conséquences possibles en matière de dissuasion et de prolifération nucléaire.

La Corée du Nord en faisant la preuve de ses capacités, à la fois intercontinentale et nucléaire, aura montré qu'un pays pouvait développer un arsenal nucléaire et s'engager dans un vaste réseau de prolifération malgré les sanctions onusiennes.

L'hypothèse de la réussite de ce programme portera donc atteinte à la plupart des réglementations et initiatives en matière de non-prolifération et accroîtra le risque de prolifération en Asie du Nord-Est et dans le monde.

Une Corée du Nord nucléaire met également en péril les fondements politiques et juridiques du système de non-prolifération. La reconnaissance du statut de puissance nucléaire de la Corée du Nord viendrait saper le régime de contrôle des armements organisés autour du **Traité de Non-Prolifération** (TNP). De nombreux pays sont susceptibles de s'opposer à un reconnaître le statut nucléaire de la Corée du Nord de peur d'affaiblir ce pilier de l'ordre international. **La dénucléarisation devrait dès lors rester un objectif à long terme de la communauté internationale** dans toute négociation avec Pyongyang afin de maintenir la sécurité mondiale dans ce domaine.

De même **la gouvernance mondiale sera fragilisée** si l'objectif de dénucléarisation n'est pas maintenu au cœur des négociations, notamment le fonctionnement du conseil de sécurité. En effet, l'incapacité des membres permanents à proposer et à mettre en œuvre rapidement des sanctions efficaces face au problème de prolifération nucléaire fragilisera le plan global visant à limiter les armements de destruction massive d'autres états proliférant.

Le risque de prolifération régional tient également au découplage possible des alliances américaines en Asie. La Corée du Sud et le Japon pourrait considérer que la dissuasion élargie n'est pas suffisante et que les Etats-Unis entrant dans une logique de dissuasion face à la Corée du Nord ou face à la Chine, ne saurait choisir entre Séoul, Tokyo ou Los Angeles. Dès lors, le développement de programmes nucléaires pourrait entrer dans les projets de ses pays afin d'établir une dissuasion crédible et ne pas subir les pressions nucléaires nord-coréennes.

En termes de dissuasion, c'est sans aucun doute la posture stratégique américaine qui risque d'être la plus affaiblie par une Corée du Nord nucléaire. Elle consacrerait tout d'abord l'échec d'une diplomatie mise en place depuis près de trente ans par de nombreuses administrations américaines successives. Ensuite, elle imposerait à Washington de déployer plus de moyens

pour réaffirmer sa dissuasion élargie de façon concrète auprès de ses partenaires ce qui pourrait la pousser à accroître son arsenal nucléaire à l'image de ce qui est prévu dans sa nouvelle NPR ⁴⁹ à faire œuvre d'une plus grande démonstration visible pour réaffirmer sa supériorité technologique et militaire. Cette démarche irait nécessairement à l'encontre des principes de réductions des arsenaux nucléaires et aurait des conséquences directes dans le cadre de la prolifération surtout vis-à-vis de la Russie et de la Chine.

Au bilan, on peut prévoir que ce scénario qui est le plus souhaitable au plan des conséquences humaines, conduira probablement à une augmentation des arsenaux d'armes nucléaires de la part des états dotés afin d'assurer leur garantie de sécurité. La stratégie de la Destruction Mutuelle Assurée entre ses derniers pourrait s'établir à nouveau dans une logique visant à la stabilité mais conduisant probablement à une plus grande prolifération. Ceci nous rapprochant des théories développées par Keneth Waltz dès 1981.

2.2.4 Etat final du Scénario 2

Sur les acteurs :

Corée du Nord	<p>Le régime nord-coréen est maintenu et considéré par la communauté internationale comme état possesseur.</p> <p>Pyong Yang a utilisé sa capacité nucléaire pour réduire les sanctions de la communauté internationale (négociation, prolifération à buts économiques,...)</p>
Corée du Sud	<p>La Corée du Sud engage un rapprochement en vue de réunification à long terme de la péninsule</p> <p>La ROK réduit sa dépendance sécuritaire aux Etats-Unis et renforce ses relations avec la Chine</p>
Etats-Unis	<p>Les Etats-Unis ont établi une dissuasion du fort au faible face à la Corée du Nord.</p>

⁴⁹ Kenneth Waltz, *The spread of Nuclear Weapons: More May be better*, Adelphi Papers, Number 171 (London: International Institute for Strategic Studies, 1981)

	La dissuasion élargie américaine est affaiblie et oblige au déploiement d'un plus grand nombre d'armes nucléaires visibles.
Chine	La Chine est engagée dans une dissuasion du fort au faible face à la Corée du Nord et dans une logique de DMA face aux Etats-Unis.
Japon	Le Japon a renforcé ses capacités de défense autonome de la péninsule et a légitimé ses capacités de réponse offensive conventionnelle/ nucléaire à la menace nord-coréenne.

Sur la dissuasion :

- Le TNP est remis en question au niveau international sous le prisme du respect des engagements des états dotés envers les états non-dotés.
- La dissuasion élargie est réaffirmée au travers d'une augmentation des arsenaux déployés.
- D'autres états du seuil acquièrent l'armement nucléaire (Iran, Japon,...) afin de garantir leur propre sécurité face à l'émergence d'état possesseur et à la faiblesse des structures de régulation.

Conclusion

Ce mémoire avait pour ambition de montrer comment la question du nucléaire en Corée du Nord remet en cause certaine des lignes qui dirigent le monde actuel. En effet, nous avons montré dans un premier temps que l'Asie de l'Est voit la résurgence d'états puissances aux relations complexes et dont la puissance s'exerce notamment au travers de l'acquisition et de la modernisation de matériels militaires, en particulier nucléaire. Cette crise est le symbole d'une certaine faiblesse des outils internationaux de régulation et d'anti prolifération des armements nucléaires que les interventions en Libye et en Crimée avaient commencé à mettre en valeur. Nous avons observé que les sanctions mises en place successivement n'ont pas réussi à contraindre le régime à abandonner son programme nucléaire. En faisant la preuve de sa résilience, la Corée du Nord a placé la communauté internationale devant une question complexe face aux négociations qui s'ouvrent actuellement.

Au moyen d'une méthode prospective, nous avons proposé deux scénarios possibles d'évolutions qui produiront de fait une remise en cause des postures actuelles et modifieront la place du nucléaire dans le monde.

Dans un premier scénario, nous avons étudié les origines et conséquences d'une action militaire provoquée par l'un des acteurs. L'intervention armée dont menaçait le président américain en promettant « Fire and Fury » conduirait probablement à la victoire des alliés mais au prix d'un engagement militaire sans précédent et aux pertes humaines incalculables. A cela s'ajoute le risque d'emploi du nucléaire de façon limitée ou non, par un ou plusieurs des acteurs. Si cela ne conduit pas à une escalade nucléaire grâce aux principes de **rationalité limitée**, cela permettra de conforter la dissuasion élargie américaine et de renforcer le régime de non-prolifération. La réaction chinoise pourrait toutefois dicter un changement de l'équilibre des forces. Cette option très instable et aux conséquences incertaines reste donc la plus redoutée par la communauté internationale et en ce sens, la moins probable.

Inversement dans un second scénario, nous avons montré que la Corée du Nord pourrait profiter de l'avancée visible de son programme nucléaire pour s'imposer comme nouvel état possesseur. Sans obtenir la reconnaissance de ses voisins ou de la communauté internationale, elle pourrait s'engager dans une logique de dissuasion du faible au fort et négocier ainsi une sortie de crise notamment en renforçant ses relations avec la Corée du Sud, en isolant la Chine et en cherchant à retrouver une place aux yeux de la communauté internationale afin de

desserrer la pression sur sa population. Toutefois une acceptation contrainte aurait des conséquences considérables sur le système international de gestion des conflits et sur la crédibilité des structures de maîtrise des armements et de non-prolifération. D'une part, elle pourrait ouvrir la porte au développement du nucléaire par d'autres pays et accentuerait de fait le risque de son emploi. D'autre part et afin de contrer cette tendance à la prolifération, les états dotés devraient accentuer leur déploiement d'armements nucléaires afin de renforcer leur garantie de sécurité face à de nouvelles menaces. Toute ceci contribuera également à une forme d'instabilité nucléaire. L'objectif de dénucléarisation restera donc sans doute le principal objectif des négociations qui s'ouvriront avec la Corée du Nord.

Ces scénarios n'obèrent évidemment aucune surprise stratégique (décès prématuré de Kim Jong Un, écroulement interne du régime ...) qui pourrait réorienter la démarche de la communauté internationale mais ils mettent en lumière la nécessité de considérer la crise en Corée du Nord comme une question centrale en raison des conséquences qu'elle pourrait avoir sur la dissuasion globale et la prolifération nucléaire mondiale. Le nucléaire sera nécessairement au cœur des conflits de demain et les choix qui seront faits pour la résolution de cette crise dicteront les postures contre lesquelles il nous faudra nous engager. L'Europe et la France qui réagissent à distance sur cette question se positionnent clairement au côté de la posture américaine. A l'image du processus iranien, elles doivent s'engager dans les négociations afin d'obtenir une solution durable qui permettra de contenir les menaces nucléaires émergentes dans le monde actuel et de conserver une légitimité au régime de maîtrise des armes qui a permis jusqu'à aujourd'hui de maintenir une forme de stabilité nucléaire.

ANNEXE I : CHRONOLOGIE

Evènements dans le Monde	Evènements de dissuasion nucléaire régional.	Evènements de dissuasion nucléaire en Corée du Nord.
<p>15 Juin 1994 <u>Accord de Genève</u> entre Américain et Nord-Coréen. Les USA aideront à construire 2 centrales « non proliférantes ».</p> <p>2001 Election de Georges W Bush → Fin de l'accord de Genève.</p> <p>Avril 2003 Opposition de la Russie et de la Chine à un régime de sanctions contre la Corée du Nord.</p> <p>4 Février 2004 Khan reconnaît son rôle dans le transfert de technologie nucléaire vers l'Iran, la Lybie.</p> <p>14 Octobre 2006 Le CS de l'ONU vote la</p>	<p>1958 Washington installe en Corée du Sud des missiles nucléaires tactiques, jusqu'à 950 ogives qui seront retirés dans les années 70.</p> <p>1989 Washington découvre un 3^{ème} réacteur nucléaire en Corée du Nord.</p> <p>15 Juin 1999 La marine sud-coréenne coule un torpilleur nord-coréen.</p> <p>13-30 Juin 2000 Sommet entre les deux présidents de la Corée. Kim Jong-Il et Kim Dae-Jung.</p> <p>16 Mars 2006 La nouvelle stratégie de sécurité nationale de la défense US désigne la Corée du Nord come « Pays despotique ».</p>	<p>1965 L'URSS fournit à Pyongyang un réacteur de recherche installé à Yongbyon.</p> <p>1985 Pyongyang signe le TNP.</p> <p>1992 Les inspections de l'AIEA sont autorisées.</p> <p>31 Août 1998 Un missile balistique est tiré au-dessus de la mer du Japon.</p> <p>Oct- Déc 2002 Les autorités Nord-coréenne admettent l'existence d'un programme nucléaire.</p> <p>10 Jan 2003 La Corée du Nord annonce son retrait du TNP.</p> <p>19 Sept 2005 La Corée du Nord s'engage à abandonner son armement nucléaire et à rejoindre le TNP sous condition de livraison des réacteurs à eau légère.</p> <p>5 juillet 2006 7 tests de lancement de missiles en mer du Japon.</p> <p>9 Octobre 2006 Réalisation d'un premier essai nucléaire souterrain.</p>

<p>résolution 1718 et décrète un embargo sur les armes, la technologie nucléaire et balistiques et les produits de luxe, à destination de la Corée du Nord.</p> <p>16 Décembre 2006 « Discussions à 6 » reprennent à Pékin.</p> <p>4 Octobre 2007 2^{ème} sommet inter coréens ; Signature d'un traité de paix et accord sur le démantèlement des trois principales installations nucléaires nord Coréennes.</p> <p>12 Juin 2009 Résolution 1874 du CS alourdit les sanctions.</p> <p>2 Mars 2016 Résolution 2270 du CSNU qui durcit les sanctions contre la Corée du Nord.</p> <p>13 Avril 2017 Tir d'une bombe de 10t par les</p>	<p>9 Janvier 2007 Accord cadre US-Japon sur la coopération nucléaire civile.</p> <p>4 au 30 Mai 2010 Crise diplomatique à la suite du torpillage d'une corvette Sud-Coréenne par un sous-marin Nord-coréen.</p> <p>9 Avril 2017 Un porte avion US quitte Singapour vers la Corée.</p>	<p>25 mai 2007 Tirs de missiles à courte portée</p> <p>14 Juillet 2007 Fermeture du site nucléaire militaire de Yongbyon.</p> <p>25 Mai 2009 2nd Essai nucléaire souterrain. La RPDC stoppe les négociations à six, réactive son programme nucléaire et arrête sa coopération avec l'AIEA.</p> <p>19-31 décembre 2011 Décès de Kim Jong-Il et avènement de Kim Jong-Un.</p> <p>12 Février 2013 3^{ème} essai nucléaire estimé entre 6 et 7 kt.</p> <p>18 mai 2013 Tir de 3 missiles à courte portée en mer du Japon.</p> <p>6 Janvier 2016 Réussite d'un 4^{ème} essai annoncé être une bombe à hydrogène miniaturisée.</p> <p>7 février 2016 Tir de missile à Longue portée et mise en orbite d'un satellite d'observation.</p> <p>9 Septembre 2016 5^{ème} essai nucléaire déclaré de 10kT est réalisé.</p> <p>6 mars 2017 Tir de 4 missiles, dont 3 s'abiment en Mer du Japon.</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>US en Afghanistan.</p>	<p>30 Juillet 2017 2 bombardiers américains survolent la péninsule coréenne.</p> <p>21 Août 2017 Washington et Séoul lancent les exercices militaires « Ulchi Freedom Guardian » .</p>	<p>13 Mai 2017 Tir balistique à partir de la base de Kusong.</p> <p>29 Aout 2017 Tir d'un missile balistique en direction de Hokkaïdo (Japon)</p> <p>3 Sept 2017 6^{ème} essai souterrain annoncé de bombe à hydrogène</p> <p>15 Sept 2017 Missile balistique en direction de Hokkaïdo (Japon).</p> <p>28 Novembre 2017 Tir de Missile balistique Hwasong 15 vers la mer du Japon</p>
---------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ANNEXE II : RESOLUTIONS ONU SUR LA COREE DU NORD

Resolution	Contenu	Date
S/RES/702	La Corée du Nord et la Corée du Sud sont acceptées comme membres des nations unies	8 Août 1991
S/RES/825	Demande à la Corée du Nord de reconsidérer son retrait du TNP et de respecter ses obligations internationales.	11 mai 1993
S/RES/1695	Condamne le lancement d'un missile balistique par la Corée du Nord en 2006 et impose des sanctions.	15 Juillet 2006
S/RES/1718	Exprime ses inquiétudes concernant l'essai nucléaire nord-coréen de 2006, impose des sanctions et met en place le Comité de sanction des Nations Unies sur la Corée du Nord associés par un panel d'experts.	14 Octobre 2006
S/RES/1874	Exprime ses inquiétudes sur l'essai nucléaire nord-coréen de 2009. Etend les sanctions à l'ensemble des matériels militaires et transactions financières associées, le soutien technique et industriel, les avis, les services et l'assistance.	12 Juin 2009
S/RES/1887	Demande l'application de la résolution 1540 des Nations Unies sur la non-prolifération et le désarmement nucléaire.	24 septembre 2009
S/RES/1928	Etend le mandat des experts de l'ONU jusqu'au 10 juin 2011.	7 Juin 2010
S/RES/1985	Etend le mandat du Panel d'experts jusqu'au 12 Juin 2012 et demande que son rapport de mi et de fin de mandat soit remis au comité pour discussion un mois avant qu'ils soient transmis au conseil de sécurité.	10 Juin 2011
S/RES/2050	Etend le mandat du panel d'experts jusqu'au 12 Juin 2013	12 Juin 2012
S/RES/2087	Condamne le lancement d'un satellite par la Corée du Nord en 2012 et ajoute de nouvelles sanctions.	22 Janvier 2013
S/RES/2094	Impose de nouvelles sanctions suite à l'essai nucléaire nord-coréen en 2013. Renforce les sanctions pour condamner le troisième essai nucléaire.	7 Mars 2013
S/RES/2141	Etend le mandat du panel d'experts jusqu'au 7 Mars 2015	5 Mars 2014

S/RES/2207	Etend le mandat du panel d'experts jusqu'au 5 Avril 2016	4 Mars 2015
S/RES/2270	Impose de nouvelles sanctions suite à l'essai nucléaire et l'essai de missile de 2016. Les sanctions imposent un embargo sur l'ensemble des cargos vers ou depuis la Corée du Nord, l'interdiction du commerce d'armes avec le pays, des restrictions additionnelles sur l'importation de produits de luxe et l'expulsion de diplomates nord-coréens suspecté d'activités illicites.	2 Mars 2016
S/RES/2276	Etend le mandat du panel d'experts appuyant le comité de sanctions établi par la résolution 1718 de l'UNSC.	24 Mars 2016
S/RES/2321	Le Conseil de Sécurité renforce unanimement les sanctions contre le DRPK en réponse à l'essai nucléaire du 9 Septembre.	30 Novembre 2016
S/RES/2345	Le Conseil de sécurité étend le mandat du panel d'experts jusqu'à 2018.	23 Mars 2017
S/RES/2371	Le Conseil de Sécurité renforce unanimement les sanctions contre le DRPK en réponse à l'essai missile du 28 Juillet 2017.	5 Août 2017
S/RES/2375	Le Conseil de sécurité renforce unanimement les sanctions pétrolières contre le DPRK, en réponse au sixième essais nucléaire.	11 Septembre 2017
S/RES/2397	Le Conseil de sécurité renforce unanimement les sanctions, en réponse au lancement du missile intercontinental Hwasong -15.	22 Décembre 2017

ANNEXE III : ESSAIS NUCLEAIRES NORD-COREENS

Ordre	Date et Heure	Puissance estimée
1	9 Octobre 2006 01:35:27	0.7 - 2 kt
2	25 Mai 2009 00:54:43	2 - 5.4 kt
3	12 Février 2013 02:57:51	6 - 16 kt
4	6 Janvier 2016 01:30:01	7 - 16.5 kt
5	9 Septembre 2016 00:30:01	15 - 25 kt
6	3 Septembre 2017 03:30:01	70 - 280 kt

ANNEXE IV : BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

Duus, Peter. *The Abacus and the Sword: The Japanese Penetration of Korea, 1895–1910*. Berkeley: University of California Press, 1995.

Delpech, Thérèse. *Nuclear Deterrence in the 21st Century: Lessons from the Cold War for a New Era of Strategic Piracy*. Rand Corporation, 2012.

Garvey, Jack. *Nuclear Weapons Counterproliferation: A New Grand Bargain*. Oxford University Press, 2013.

Poirier, Lucien. *Des stratégies nucléaires*. Complexe, 1988.

Roche, Nicolas. *Pourquoi la dissuasion*. Presses Universitaires de France, 2017.

Tertrais, Bruno. *La menace nucléaire*. Armand Colin, 2011.

Kenneth Waltz, *The spread of Nuclear Weapons: More May be better*, Adelphi Papers, Number 171 (London: International Institute for Strategic Studies, 1981)

DOCUMENTATION MILITAIRE

DOD, Military and Security developments involving the democratic people's Republic of Korea – Report to Congress, 2015.

Quadriennal Defense Review de 2010, Joint Operational Access Concept de 2011

The military doctrine of the Russian Federation, 29.06.2015, <https://rusemb.org.uk/press/2029>

International Institute for Strategic Studies, *The military Balance 2017*, 2017

ETUDES ET RAPPORTS

The White House, *Factsheet: Nuclear Weapons Employment Strategy of the United States*, 19 Juin 2013.

Philip A. Karber, *Strategic Implications of China's Underground Great Wall*, Georgetown University, 2011.

Corentin Brustlein: « *La guerre nucléaire limitée : un renouveau stratégique américain* », Focus stratégique n°77, novembre 2017

Henri Hemez, 2017, « Corée du Sud, la septième armée du monde ? » Focus stratégique, n° 75, septembre 2017

Shannon N. Kile and Hans M. Kristensen, “Trends in world nuclear forces, 2017”, https://www.sipri.org/sites/default/files/2017-06/fs_1707_wnf.pdf.

Paul K. Kerr, Iran-North Korea-Syria Ballistic Missile and Nuclear Cooperation, CRS Report R43480, <https://fas.org/sgp/crs/nuke/R43480.pdf>

ARTICLES

Justine Guichard, *La frontière inter-coréenne, par-delà la guerre froide*, CERISCOPE Frontières, 2011,

Michelle Ye Hee Lee, *more than ever, South Koreans want their own nuclear weapons*, The Washington Post, 13 septembre 2017.

Sonia Ryang, *Koreans in Japan: Critical Voices from the Margin*, United Kingdom, Routledge, 2000.

Léonie Allard, Mathieu Duchâtel & François Godement, *PRE-EMPTING DEFEAT: IN SEARCH OF NORTH KOREA' NUCLEAR DOCTRINE*, ECFR, 2017

Juliette Genevaz, *La réforme de l'Armée populaire de libération, au cœur de la rénovation de l'État chinois*, Note de recherche stratégique 29_2016, 16 août 2016

E. A. Colby et B. Laird, *Managing Escalation and Limited War to Achieve National Objectives in a Conflict in the Western Pacific*,

SITES INTERNET

Nuclear Threat Initiative: <http://www.nti.org>

Arms Control Association: www.armscontrol.org

Federation of American Scientists: www.fas.org

Analyse : *les promesses pour la dénucléarisation et la diplomatie* :

<http://french.yonhapnews.co.kr/national/2017/04/28/0300000000AFR20170428001100884.html>

Capacités nucléaire Nord Coréennes : <https://thebulletin.org/2018/january/north-korean-nuclear-capabilities-201811409>

ARCHIVES TV

JNLHD. Corée du Nord : dictature (reportage complet) 2017.

Jocelyn Valiquette. Corée du Nord - Vue de l'intérieur.

